

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 24/09/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SETRAD**

Les Pierrelets  
45380 Chaingy

Références : VAT20250399  
Code AIOT : 0010007189

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement SETRAD implanté Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 Bucy-Saint-Liphard. L'inspection a été annoncée le 08/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETRAD
- Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 Bucy-Saint-Liphard
- Code AIOT : 0010007189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETRAD a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Bucy Saint Liphard aux lieux-dits « Le Bois d'Herbault » et « Terres d'Escures ». L'arrêté préfectoral précité a été complété par les arrêtés préfectoraux des 2 mars 2017 et 23 août 2021.

L'activité de stockage a cessé le 16 janvier 2024. Les installations nécessaires au suivi post-exploitation de l'installation de stockage ont été conservées. L'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2025 impose des prescriptions relatives au suivi post-exploitation du site.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
3	Qualité du biogaz	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	60 jours
4	Fin période d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
5	Entretien du site	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
7	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.2.4	Avec suites, Mesures d'urgence	Demande d'action corrective	60 jours
16	Fonctionnement du réseau collecte biogaz	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 12.1	Avec suites, Mesures d'urgence	Demande d'action corrective	60 jours
23	Gestion des lixiviats	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 9.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
30	Eaux de ruissellement	AP Complémentaire du 11/06/2025,	/	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		du 11/06/2025, article 10			
35	Biogaz	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 12.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
36	Biogaz	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 12.4	/	Demande d'action corrective	60 jours
38	Biogaz	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 12.6	/	Demande d'action corrective	60 jours
39	Clôture et végétation	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 13	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Hauteur de lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.9.5	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Couverture des parties comblées	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Couverture des casiers	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Couverture des	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	casiers	du 11/06/2025, article 6	d'action corrective	
10	Programme de contrôle - biogaz	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 12.3	Avec suites, Mesures d'urgence	Sans objet
11	Programme de contrôle - lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 9.1	Avec suites, Mesures d'urgence	Sans objet
12	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.1	Avec suites, Mesures d'urgence	Sans objet
13	Installation de valorisation du biogaz	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.2.1	Avec suites, Mesures d'urgence	Sans objet
14	Aménagement de la zone d'enfouissement	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.9.5	Avec suites, Mesures d'urgence	Sans objet
15	Entretien des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 13	Avec suites, Mesures d'urgence	Sans objet
17	Consistance des installations	AP Complémentaire du 29/01/2025, article 3	/	Sans objet
18	Exécution des travaux	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 5	/	Sans objet
19	Couverture des casiers A9 et A10	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 6	/	Sans objet
20	Couverture des casiers A9 et A10	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 6	/	Sans objet
21	Couverture des casiers S1 à S6	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 7	/	Sans objet
22	Couverture des casiers S1 à S6	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 7	/	Sans objet
24	Gestion des lixiviats	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 9.4	/	Sans objet
25	Gestion des	AP Complémentaire	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	lixiviats	du 11/06/2025, article 9.4		
26	Gestion des lixiviats	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 9.4	/	Sans objet
27	Réinjection des lixiviats	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 9.5	/	Sans objet
28	Lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	/	Sans objet
29	Eaux de ruissellement	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 10	/	Sans objet
31	Eaux de ruissellement	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 10	/	Sans objet
32	Eaux du forage du Crot Larron	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 11	/	Sans objet
33	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 11	/	Sans objet
34	Biogaz	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 12.2	/	Sans objet
37	Biogaz	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 12.5	/	Sans objet
40	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.7.1	/	Sans objet
41	Relevé topographique	AP Complémentaire du 11/06/2025, article 14	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suivi post-exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de suivi
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2024</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins trente ans.</p> <p>Ce programme se déroule en deux étapes :</p> <p>L'exploitant réalise un premier programme de suivi d'une durée de 5 ans à partir de la couverture finale de la première alvéole comprenant, pour toutes les alvéoles en post-exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un contrôle, au moins une fois par mois du fonctionnement du système de drainage des lixiviats et de leur élimination,</li><li>- un contrôle, au moins tous les 6 mois du fonctionnement du système de captage du biogaz,</li><li>- les analyses de suivi du biogaz à une fréquence semestrielle,</li><li>- la surveillance de la qualité des eaux souterraines à une fréquence semestrielle,</li><li>- le contrôle de la qualité des lixiviats ainsi que le volume produit à une fréquence semestrielle,</li><li>- la surveillance de la qualité des eaux de ruissellement à une fréquence semestrielle,</li><li>- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal),</li><li>- les observations géotechniques du site avec contrôles des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 12 mars 2024, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant ne prévoyait pas un contrôle au moins une fois par mois du fonctionnement du système de drainage des lixiviats et de leur élimination en phase post-exploitation.</p> <p>Lors du contrôle du 16 septembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il avait procédé en juin 2025 au seul changement de la pompe de relevage des lixiviats.</p> <p><b>L'exploitant ne procède pas au contrôle une fois par mois du système de drainage des lixiviats et de leur élimination en phase de post-exploitation.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 2 : Hauteur de lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de drainage et collecte
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique, de préférence, à 30 cm de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains.</p> <p>[...]</p> <p>Ces drains acheminent les lixiviats vers 6 regards permettant le passage des systèmes de pompage, regards localisés en point bas de chaque groupe d'alvéoles. La réalisation des passages des drains doit être étroitement surveillée notamment lors des phases de terrassement et d'étanchéité des alvéoles.</p> <p>Compte tenu de la pente du fond des casiers prévue, d'environ 1%, qui permet le regroupement gravitaire des lixiviats du fond de chaque alvéole au niveau de son regard de pompage le plus en aval, la hauteur de lixiviats au niveau de ce regard de pompage pourra être d'au maximum 60 cm. Ainsi, la hauteur moyenne en fond de chaque alvéole n'excède pas 30 cm. L'exploitant met en place un suivi de la charge hydraulique dont le bilan sera transmis annuellement à l'inspection des installations classées. L'impossibilité de garantir une charge hydraulique de 30 cm en fond de casier peut entraîner une révision des conditions d'exploitation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 12 mars 2024, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant ne pouvait pas démontrer que la hauteur de lixiviats en fond de casiers ne dépassait pas 30 cm.</p> <p>Le 3 septembre 2025, l'exploitant a procédé à la mesure de la hauteur des lixiviats dans l'ensemble des puits de son site. La hauteur des lixiviats dans le puits situé sur le casier A15 s'élevait à 2,5 m. L'exploitant a précisé que l'affaissement de la couverture du casier A14 avait induit une hauteur de lixiviats supérieure à la hauteur fixée à l'article 2.1.9.5 de l'arrêté préfectoral</p>



d'autorisation du 11 décembre 2015. Devant ce constat, l'exploitant a mis en route la pompe de relevage des lixiviats dans le bassin B3 (bassin de stockage des lixiviats) et a procédé à l'évacuation d'environ 500 m<sup>3</sup> en station d'épuration communale de La Chapelle Saint Mesmin.

A la demande de l'inspection des installations classées, une mesure de la hauteur des lixiviats dans le puits situé sur le casier A15 et dans le puits situé sur le casier A5 a été réalisée. La hauteur mesurée dans le puits situé sur le casier A15 s'élève à 20 cm et à zéro pour la hauteur mesurée dans le puits situé sur le casier A5.

Lors du contrôle du 12 mars 2024, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un appareil de mesure en état de fonctionnement. Par courrier du 28 juillet 2025, l'exploitant a précisé que l'appareil de mesure avait été réparé. Lors du contrôle du 15 septembre 2025, l'inspection des installations a constaté que l'exploitant disposait d'un appareil de mesure opérationnel ce qui a permis de mesurer la hauteur des lixiviats dans les puits situés sur les casiers A15 et A5.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Qualité du biogaz

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyses

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant procède mensuellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>O durant la phase d'exploitation.

La température de destruction du biogaz au niveau de la torchère est au minimum de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire

l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les émissions de SO<sub>2</sub>, CO, HCl, HF issues de la torchère font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

Les valeurs limites suivantes doivent être respectées pour le CO et le SO<sub>2</sub> (torchère) :

- CO < 150 mg/Nm<sup>3</sup>
- SO<sub>2</sub> < 400 mg/Nm<sup>3</sup>

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression,

c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

Les résultats des mesures en continu et de la campagne annuelle d'analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées

#### **Constats :**

Lors du contrôle du 12 mars 2024, l'inspection des installations classées avait constaté que les teneurs en H<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>O n'étaient pas mesurées. L'inspection des installations classées avait également constaté que le filtre de traitement du biogaz avant son élimination dans la torchère ne jouait pas son rôle épurateur.

Par courrier du 2 mai 2025, l'exploitant a transmis les résultats des analyses portant sur la composition du biogaz au titre de l'année 2024. Par courrier du 28 juillet 2025, il a également transmis les résultats de ces analyses de janvier à juillet 2025.

L'ensemble de ces résultats montre que tous les paramètres listés à l'article 3.2.5. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 décembre 2015 ont été mesurés.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que lorsque la teneur en H<sub>2</sub>S augmente, il procède au démarrage du filtre. Le jour du contrôle du site, le filtre n'était pas en fonctionnement compte tenu du dysfonctionnement de la turbine, celle-ci est fuyarde. La commande de remplacement de la turbine a été effectuée en mai 2025, sa livraison est prévue fin octobre 2025. Néanmoins, la destruction du biogaz reste opérationnelle.

**Le dispositif de traitement du biogaz n'est pas totalement opérationnel.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### **N° 4 : Fin période d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Aménagements

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2024

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état. La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 12 mars 2024, l'inspection des installations classées avait constaté que la clôture du site n'était pas maintenue en bon état (portion enfoncée au sud du site) et que les portails permettant de sécuriser l'accès aux bassins d'eaux pluviales ou aux bassins de lixiviats étaient soit ouverts, soit non fermés à clé.</p> <p>Le 16 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté l'absence d'une dizaine de mètres de clôture du site à proximité du casier A10. L'inspection des installations classées a constaté également l'affaissement d'une partie de la clôture des bassins de stockage des lixiviats (B2 et B3) et d'une partie de la clôture du bassin d'eaux pluviales.</p> <p><b>Une partie de la clôture du site est absente sur une dizaine de mètres à proximité du casier A10. Une partie de la clôture des bassins de stockage des lixiviats et du bassin d'eaux pluviales est affaissée.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 5 : Entretien du site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2024</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 12 mars 2024, l'inspection des installations classées avait constaté que quelques déchets/matériels sans usage étaient présents sur le site. Par courrier du 28 juillet 2025, l'exploitant a précisé que la majorité des déchets et matériels avait été évacuée. Il indique également qu'il peut y avoir ponctuellement sur le site, un stockage des pièces nécessaires aux réparations du réseau de biogaz.</p> <p>Le 16 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté la présence de pièces nécessaires au fonctionnement du site en post-exploitation et au fonctionnement de la base logistique. L'inspection des installations classées a également constaté la présence du quai de déchargement inutilisé depuis le début de la période de post-exploitation. L'exploitant a indiqué que ce quai serait démantelé et évacué d'ici fin septembre 2025. <b>Le quai de déchargement inutilisé depuis le début de la période de post-exploitation n'est pas démantelé, ni évacué.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 6 : Couverture des parties comblées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Dès la fin de comblement d'une alvéole, une couverture finale est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'installation de stockage.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 12 mars 2024, l'inspection des installations classées avait constaté que la couverture finale mise en place n'était pas stable et intègre (plusieurs zones de glissements de terrain en surface - lentilles de terres).</p> <p>Le 16 septembre 2025, l'inspection des installations classée a constaté que les zones de glissements de terrain (digues entre les casiers A13, A14 et A16) avaient été stabilisées par empierrement.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Infrastructures et installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire de stationnement des voies d'accès</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/08/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En tout temps, une aire de stationnement des engins incendie doit être utilisable (voirie lourde) et non utilisée à d'autres usages.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du site le 21 août 2025 suite à l'incendie survenue le 18 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'accès à la réserve d'eau d'un volume de 350 m<sup>3</sup> n'était pas accessible compte tenu de la présence d'une cuve de biocarburant utilisée pour la base logistique sur la voie carrossable d'accès à la réserve d'eau.</p> <p>Lors de la visite des services d'incendie et des secours le 3 septembre 2025, il a été convenu entre ce service et l'exploitant d'aménager le bassin de stockage des lixiviats (B3) le plus à l'ouest en réserve incendie. Cette réserve sera équipée d'une aire de stationnement et de deux lignes d'aspiration. Ce bassin inutilisé suite à la baisse de production de lixiviats, le site étant en post-exploitation sera isolé des deux autres bassins de stockage des lixiviats maintenus dans le cadre</p>

de la post-exploitation.

Concernant la seconde réserve incendie implantée au sud du site, les services d'incendie et de secours ont demandé à l'exploitant de réorienter les tenons des lignes d'aspiration existants et de déplacer le panneau de signalisation de cette réserve.

Le 16 septembre 2025, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que les différentes demandes des services d'incendie et de secours étaient en cours d'étude.

**L'accès à la réserve d'eau d'un volume de 350 m<sup>3</sup> n'est pas accessible. Le bassin B1 doit être aménagé afin d'être utilisé en tant que réserve d'eau. Les tenons des lignes d'aspiration existants pour la seconde réserve incendie implantée au sud du site doivent être réorientés et le panneau de signalisation de cette réserve doit être déplacé.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classée les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 8 : Couverture des casiers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan et mémoire technique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/08/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2025

**Prescription contrôlée :**

Couverture des casiers S1 à S6 [...] le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés sont transmis à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors du contrôle du 21 août 2025, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter les documents relatifs à la couverture des casiers S1, S2 et S3 (plan topographique et mémoire technique des travaux réalisés) ainsi que le plan topographique des casiers S4, S5 et S6.

<p>Par courrier électronique du 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis les documents relatifs à la couverture des casiers S1, S2 et S3 (plan topographique et mémoire technique des travaux réalisés) ainsi que le plan topographique des casiers S4, S5 et S6.</p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Couverture des casiers**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan et mémoire technique</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/08/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/10/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Couverture des casiers A9 et A10 [...] le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 21 août 2025, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter les documents relatifs à la couverture des casiers A9 et A10 (plan topographique et mémoire technique des travaux réalisés).</p> <p>Par courrier électronique du 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis les documents relatifs à la couverture des casiers A9 et A10 (plan topographique et mémoire technique des travaux réalisés).</p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Programme de contrôle - biogaz**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 12.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle du biogaz</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/08/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2025</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 21 août 2025, l'inspection des installations classées avait constaté que la canalisation de collecte du biogaz au niveau du casier A9 et notamment la gaine principale d'alimentation de la torchère au biogaz avait été endommagée suite à l'incendie survenu le 18 août 2025.</p> <p>Par courrier du 5 septembre 2025, l'exploitant a précisé que la canalisation avait été réparée (photos à l'appui). Le 16 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté le remplacement de la canalisation de collecte du biogaz. <b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Programme de contrôle - lixiviats**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 9.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des lixiviats</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/08/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ce programme spécifie pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation normale, accidentelle ou incidentelle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 21 août 2025, l'inspection des installations classées avait constaté que la canalisation de collecte des lixiviats regroupant les lixiviats de trois puits localisés dans la zone du casier A9 était hors service suite à l'incendie survenu le 18 août 2025.</p> <p>Par courrier du 5 septembre 2025, l'exploitant a précisé que le câble électrique alimentant la pompe de relevage des lixiviats avait été remplacée ainsi que le tuyau en PEHD associé (photos à l'appui). Le 16 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté le remplacement du câble</p>



électrique alimentant la pompe de relevage des lixiviats ainsi que le tuyau en PEHD associé. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et incidents
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/08/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. [...] Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 21 août 2025, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé des contrôles par caméra thermique permettant de s'assurer de la non-présence de feu dans le massif des déchets après le 19 août 2025.</p> <p>Un premier contrôle par caméra thermique de la zone incendiée via un drone avait été effectué le 19 août 2025. Toutefois, ce contrôle n'avait pas été renouvelé afin de s'assurer que le feu ne se propage pas dans le massif des déchets.</p> <p>Par courrier du 5 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le contrôle thermographique réalisé le 29 août 2025. Les résultats de ce contrôle ne présentent pas d'anomalie.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Installation de valorisation du biogaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Captation du biogaz
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/08/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence</li> </ul>

- date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2025

**Prescription contrôlée :**

Ce réseau est conçu et dimensionné afin de capter de façon optimale le biogaz et à permettre son acheminement vers une installation de valorisation ou de destruction par combustion.

**Constats :**

Lors du contrôle du 21 août 2025, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier que les trois pieds de puits de biogaz impactés par l'incendie du 18 août 2025 au niveau du casier A9 assuraient une captation optimale du biogaz.

Par courrier du 5 septembre 2025, l'exploitant a précisé que les réparations avaient été réalisées sur les pieds des puits de biogaz G 9.2 et G 9.3 (chaussettes remises en état) et remplacement des bergues (canalisations souples) sur le puits de biogaz G 9.3.

Le 16 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les chaussettes des pieds des puits de biogaz avaient été remises en état ainsi que le remplacement des bergues.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Aménagement de la zone d'enfouissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.9.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Colmatage et écoulement des lixiviats

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/08/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence
- date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2025

**Prescription contrôlée :**

Le diamètre doit être suffisant pour éviter le colmatage, faciliter l'écoulement des lixiviats, leur entretien et permettre le contrôle de leur état général par des moyens appropriés.

**Constats :**

Lors du contrôle du 21 août 2025, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier que les trois pieds de puits des lixiviats impactés par l'incendie survenu le 18 août 2025 au niveau du casier A9 assuraient une captation optimale.

Par courrier du 5 septembre 2025, l'exploitant a précisé que les réparations avaient été réalisées

<p>sur le pied de puits lixiviats A 9.2 (chaussettes remise en état) et remplacement des bergues (canalisations souples) sur le puits de lixiviats A 9.1</p> <p>Le 16 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les chaussettes des pieds des puits de lixiviats avaient été remises en état ainsi que le remplacement des bergues. <b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Entretien des ouvrages**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fonctionnement des ouvrages</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/08/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le maintien du bon état et du fonctionnement des ouvrages (clôture, accès, réseaux de dégazage, réseau lixiviats et bassin) [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 21 août 2025, l'inspection des installations classées avait constaté que les câbles électriques servant à l'alimentation des pompes de relevage des lixiviats dans trois puits du casier A9 avaient brûlé suite à l'incendie survenu le 18 août 2025.</p> <p>Par courrier du 5 septembre 2025, l'exploitant a précisé que le câble électrique alimentant la pompe de relevage des lixiviats avait été remplacé ainsi que le tuyau en PEHD associé (photos à l'appui).</p> <p>Le 16 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté le remplacement du câble électrique alimentant la pompe de relevage des lixiviats ainsi que le tuyau en PEHD associé. <b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Fonctionnement du réseau collecte biogaz**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 12.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/08/2025</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise [...] un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz.
<b>Constats :</b>  <p>Lors du contrôle du 21 août 2025, l'inspection des installations classées avait constaté que le contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz n'avait pas été réalisé par l'exploitant suite à l'incendie survenu le 18 août 2025. L'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de réaliser et transmettre le contrôle des émissions diffuses du biogaz.</p> <p>Le 16 septembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le contrôle des émissions diffuses du biogaz avait été effectué le 8 septembre 2025. Il a également précisé être en attente du rapport du contrôle des émissions diffuses du biogaz.</p> <p><b>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport du contrôle des émissions diffuses du biogaz réalisé le 8 septembre 2025.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 17 : Consistance des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/01/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Base logistique
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La base logistique est constituée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un bâtiment permettant l'accueil (vestiaires) de 20 personnes,</li> <li>- d'un parking véhicules légers en complément du parking véhicules légers existant,</li> <li>- d'un parking de 10 places pour les poids-lourds (bennes à ordures ménagères) situé sur la voie d'accès au bâtiment,</li> <li>- d'une aire de lavage pour les poids-lourds (bennes à ordures ménagères),</li> <li>- d'une cuve de biocarburant double enveloppe, d'un volume de 20 m3.</li> </ul>
<b>Constats :</b>

Le 16 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la base logistique est constituée des éléments listés à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 janvier 2025.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il n'envisageait plus l'exploitation de la plateforme de valorisation des inertes.

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : Exécution des travaux**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/06/2025, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Travaux

**Prescription contrôlée :**

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.

**Constats :**

Par courrier électronique du 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis les documents relatifs à la couverture des casiers S1, S2, S3, S4, S5, S6, A9 et A10 (plan topographique et mémoire technique des travaux réalisés).

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 19 : Couverture des casiers A9 et A10**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/06/2025, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Casiers A9 et A10

**Prescription contrôlée :**

La couverture finale des casiers A9 et A10 comprend du bas vers le haut :

- une couche d'étanchéité réalisée par la pose d'une géomembrane PEHD de 1,5 mm à la perméabilité de  $1.10^{-14}$  m/s reposant sur une épaisseur de 50 cm de terres de perméabilité  $5.10^{-9}$  m/s,
- une couche de drainage composée d'un géocomposite drainant de type enkadrain ou draitube. Ce dispositif est équivalent à la mise en œuvre de matériaux drainants tout en s'affranchissant des aléas de mise en œuvre de ce type de matériaux sur la membrane PEHD,
- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur de 0,8 m sur laquelle il sera procédé au semis d'un mélange "prairie" constitué de trois espèces de graminées.

**Constats :**

Par courrier électronique du 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis les documents relatifs à la couverture des casiers A9 et A10 (mémoire technique des travaux réalisés). La couverture finale des casiers A9 et A10 a été réalisée conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2025.

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 20 : Couverture des casiers A9 et A10**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/06/2025, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Casiers A9 et A10

**Prescription contrôlée :**

Dès la mise en place de la couverture finale, un contrôle de l'épaisseur de la couverture en terre et de l'épaisseur de terre au-dessus de la membrane est réalisé.

**Constats :**

Par courrier électronique du 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis les documents relatifs à la couverture des casiers A9 et A10 (mémoire technique des travaux réalisés). Les épaisseurs de couverture en terre et de terre au-dessus de la membrane ont été mesurés. Ces épaisseurs sont conformes aux épaisseurs fixées à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2025, soit une épaisseur de la couverture en terre de 0,8 m et une épaisseur de terre au-dessus de la membrane de 0,5 m.

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 21 : Couverture des casiers S1 à S6**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/06/2025, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Casiers S1 à S6

**Prescription contrôlée :**

La couverture des casiers S1 à S6 comprend du bas vers le haut :

- une couche d'étanchéité réalisée par la pose d'une géomembrane PEHD de 1,5 mm à la perméabilité  $1.10^{-14}$  m/s reposant sur une épaisseur de 50 cm de terres de perméabilité  $1.10^{-7}$  m/s,
- une couche de drainage composée d'un géocomposite drainant de type enkadrain ou draitube. Ce dispositif est équivalent à la mise en œuvre de matériaux drainants tout en s'affranchissant des aléas de mise en œuvre de ce type de matériaux sur la membrane PEHD,
- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur de 0,8 m sur laquelle il sera procédé au semis d'un mélange "prairie" constitué de trois espèces de graminées.

**Constats :**

Par courrier électronique du 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis les documents relatifs à la couverture des casiers S1 à S6 (mémoire technique des travaux réalisés). La couverture finale des

casiers S1 à S6 a été réalisée conformément à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2025. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 22 : Couverture des casiers S1 à S6**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Casiers S1 à S6
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès la mise en place de la couverture finale, un contrôle de l'épaisseur de la couverture en terre et de l'épaisseur de terre au-dessus de la membrane est réalisé.
<b>Constats :</b>  Par courrier électronique du 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis les documents relatifs à la couverture des casiers S1 à S6 (mémoire technique des travaux réalisés). Les épaisseurs de couverture en terre et de terre au-dessus de la membrane ont été mesurés. Ces épaisseurs sont conformes aux épaisseurs fixées à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2025, soit une épaisseur de la couverture en terre de 0,8 m et une épaisseur de terre au-dessus de la membrane de 0,5 m. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 23 : Gestion des lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de contrôle et de maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle du site le 16 septembre 2025, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées qu'il procédait à des contrôles des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ces contrôles ne sont pas tracés dans un document.  <b>L'exploitant ne dispose pas d'un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 24 : Gestion des lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un programme de surveillance du contrôle de la qualité des lixiviats. Cette surveillance est réalisée en sortie du bassin B3.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que la surveillance de la qualité des lixiviats est réalisée actuellement dans le bassin de stockage des lixiviats B3 avant leur évacuation. Il a également précisé que suite aux travaux envisagés concernant la réutilisation du bassin B3 en tant que réserve incendie, la surveillance de la qualité des lixiviats sera effectuée dans le bassin B2. Un porter à connaissance sera prochainement transmis présentant l'ensemble des travaux envisagés ainsi que les prescriptions réglementaires qu'il sera nécessaire de modifier. <b>Conforme</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 25 : Gestion des lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  La surveillance de la composition des lixiviats est effectuée semestriellement. Les paramètres surveillés sont : pH, DCO, DBO5, MEST, COT, Hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols.
<b>Constats :</b>  L'exploitant procède à la surveillance de la composition des lixiviats trimestriellement. L'ensemble des paramètres listés à l'article 9.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2025 a été analysé. Les résultats de l'ensemble des analyses réalisées en 2024 sont présents dans le rapport annuel de l'année 2024. Les analyses portant sur la composition de ces lixiviats ont été effectuées en mars 2025 par



<p>EUROFINS. L'inspection des installations classée a consulté les résultats de ces analyses. L'ensemble des paramètres listés à l'article 9.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité a été analysé.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 26 : Gestion des lixiviats**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 9.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Aucun rejet au milieu naturel n'est autorisé sur le site. Les lixiviats peuvent être réinjectés dans les casiers qui ont été exploités en mode bioréacteur ou transférés sur l'installation de stockage de déchets non dangereux de Mézières Les Cléry qui est en post-exploitation pour y être traités ou évacués pour traitement en station d'épuration urbaine laquelle est apte à traiter les lixiviats.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que depuis le début de l'année 2025, les lixiviats avaient été en partie évacués en station d'épuration communale de La Chapelle Saint Mesmin (1981 m<sup>3</sup>), en partie évacués sur le site de Mézières Les Cléry (408 m<sup>3</sup>) et en partie réinjectés dans des casiers exploités en mode bioréacteur (980 m<sup>3</sup>).</p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 27 : Réinjection des lixiviats**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 9.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réinjection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les lixiviats ne peuvent être réinjectés que dans des casiers qui ont été exploités en mode bioréacteur.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte mensuellement les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets, le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte et le bassin de collecte des lixiviats.</p> <p>La surveillance de la composition des lixiviats est effectuée semestriellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que depuis le début de l'année 2025, 980 m<sup>3</sup> de lixiviats avaient été réinjectés dans les casiers 6, 10, 11 et 12 exploités en mode bioréacteur. La hauteur de lixiviats dans les trois bassins de collecte des lixiviats est mesurée mensuellement. La surveillance de la composition des lixiviats a été effectuée trimestriellement en 2024.</p> <p><b>Conforme.</b></p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 28 : Lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Hauteur de lixiviats dans les puits
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.
<b>Constats :</b>  Le rapport annuel relatif à l'année 2024 présente le suivi des hauteurs de lixiviats dans l'ensemble des puits du site. Aucun des puits présente une hauteur de lixiviats supérieure à 30 cm. <b>Conforme.</b>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 29 : Eaux de ruissellement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant tout rejet dans le milieu naturel et en tout état de cause avant d'atteindre le volume de remplissage de 2700 m <sup>3</sup> dans le bassin, une analyse du pH et de la résistivité des eau du bassin est effectué. En cas d'anomalie détectée sur ces paramètres (pH et résistivité) aucun rejet n'est effectué avant la réalisation d'une mesure des paramètres figurant dans le tableau ci-dessous et des coliformes totaux, fécaux, streptocoques, salmonelles. L'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant procède à une analyse du pH et de la résistivité semestriellement. Il n'a pas été constaté d'anomalie sur ces paramètres. <b>Pas d'écart constaté.</b>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 30 : Eaux de ruissellement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Volume des eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b>

Le contrôle du volume des eaux de ruissellement est réalisé semestriellement.

**Constats :**

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il mesurait la hauteur des eaux de ruissellement contenues dans le bassin de stockage des eaux de ruissellement.

**L'exploitant ne procède pas au contrôle du volume des eaux de ruissellement contenues dans le bassin de stockage des eaux de ruissellement.**

L'exploitant dispose d'une échelle limnimétrique qui lui permettrait de convertir la hauteur des eaux de ruissellement en volume.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 31 : Eaux de ruissellement**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/06/2025, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyse de la qualité des eaux du bassin

**Prescription contrôlée :**

Des analyses de la qualité des eaux du bassin sont réalisées en outre tous les semestres par un organisme qualifié sur les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous.

Les prélèvements sont effectués dans le bassin situé le long du chemin communal en amont du point de rejet au milieu naturel.

Paramètres	Valeur limite applicable
pH	compris entre 5,5 et 8,5
Résistivité	/
Azote global	30 mg/l
Matières en suspension totale (MEST)	150 mg/l
Carbone organique total (COT)	70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	300 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	100 mg/l

Métaux totaux dont :	15 mg/l
Cr6+	0,1 mg/l
Cd	0,2 mg/l
Pb	0,5 mg/l
Hg	0,05 mg/l
Cu	0,5 mg/l
Zn	2 mg/l
As	0,1 mg/l
Cyanures libres	0,1 mg/l
HAP totaux	0,05 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Composés organiques halogénés (AOX)	1 mg/l

Nota : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

#### Constats :

L'exploitant procède à la surveillance de la qualité des eaux pluviales trimestriellement. L'ensemble des paramètres listés à l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2025 a été analysé. Les résultats de l'ensemble des analyses réalisées en 2024 sont présents dans le rapport annuel de l'année 2024. Les résultats de ces analyses montrent des concentrations pour l'ensemble des paramètres inférieures aux concentrations fixées à l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité.

Les analyses portant sur la composition de ces lixiviats ont été effectuées en mars 2025 par EUROFINs. L'inspection des installations classée a consulté les résultats de ces analyses. L'ensemble des paramètres listés à l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité a été analysé. Les résultats de ces analyses montrent des concentrations pour l'ensemble des paramètres inférieures aux concentrations fixées à l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 32 : Eaux du forage du Crot Larron

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/06/2025, article 11

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un suivi de la qualité des eaux du forage du Crot Larron situé au sud du centre de stockage. Les contrôles sont réalisés conformément au programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines tel que défini ci-après. Le niveau des eaux souterraines est mesuré au moins deux fois par an, en période de hautes et basses eaux, pendant la période de suivi. La fréquence des analyses des eaux souterraines est semestrielle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX</li> <li>- paramètre biologique : DBO<sub>5</sub></li> <li>- paramètres bactériologiques : escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles</li> <li>- autre paramètre : hauteur d'eau.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant procède à la surveillance de la qualité des eaux du forage du Crot Larron. L'ensemble des paramètres listés à l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2025 a été analysé. Les résultats de l'ensemble des analyses réalisées en 2024 sont présents dans le rapport annuel de l'année 2024. En 2024, les prélèvements de mars et mai n'ont pas pu être effectués compte tenu que le forage du Crot Larron était bouché. Ce forage a fait l'objet d'une réhabilitation et des analyses ont pu être réalisées en juillet et octobre 2024. Les analyses portant sur la qualité des eaux de ce forage ont été effectuées en mars 2025 par EUROFINs. L'inspection des installations classée a consulté les résultats de ces analyses. L'ensemble des paramètres listés à l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité a été analysé.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 33 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eau souterraines. Le niveau des eaux souterraines est mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes eaux et basses eaux, pendant la période de suivi. La fréquence des analyses des eaux souterraines est semestrielle. Le contrôle de la qualité des eaux souterraines est réalisé sur les ouvrages suivants : PZ1, PZ2, PZ3, PZ4, PZ5 et du forage de la ferme Escure. L'analyse des eaux souterraines porte sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX</li> <li>- paramètre biologique : DBO<sub>5</sub></li> <li>- paramètres bactériologiques : escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles</li> <li>- autre paramètre : hauteur d'eau.</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant procède à la surveillance de la qualité des eaux souterraines des ouvrages suivants : PZ1, PZ2, PZ3, PZ4, PZ5 et forage de la ferme Escure.</p> <p>L'ensemble des paramètres listés à l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2025 a été analysé. Les résultats de l'ensemble des analyses réalisées en 2024 sont présents dans le rapport annuel de l'année 2024.</p> <p>Les analyses portant sur la qualité des eaux de ce forage ont été effectuées en mars 2025 par EUROFINs. L'inspection des installations classée a consulté les résultats de ces analyses. L'ensemble des paramètres listés à l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité a été analysé.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 34 : Biogaz**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 12.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité du biogaz</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant procède semestriellement à la surveillance de la qualité du biogaz capté et de la pression atmosphérique en particulier en ce qui concerne la teneur en CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S et H<sub>2</sub>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant procède à la surveillance de la qualité du biogaz capté semestriellement. L'ensemble des paramètres listés à l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2025 a été analysé. Les paramètres CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S et H<sub>2</sub> sont mesurés par l'APAVE, le paramètre CO est mesuré en interne par l'exploitant. Les résultats de l'ensemble des analyses réalisées en 2024 sont présents dans le rapport annuel de l'année 2024.</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats de la surveillance de la qualité du biogaz capté réalisés depuis le début de l'année 2025. L'ensemble des paramètres listés à l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité a été analysé.</p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 35 : Biogaz**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 12.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de contrôle et de maintenance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.</p> <p>Ce programme spécifie pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation</p>

normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est de 6 mois.
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle du site le 16 septembre 2025, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées qu'il procédait à des contrôles des installations de valorisation et de destruction du biogaz. Ces contrôles ne sont pas tracés dans un document.  <b>L'exploitant ne dispose pas d'un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 36 : Biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 12.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des installations de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le contrôle des installations de traitement du biogaz est réalisé à une fréquence semestrielle ainsi qu'il suit : équipements de valorisation et de destruction du biogaz : temps de fonctionnement, débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O2).
<b>Constats :</b>  L'exploitant procède au contrôle des installations de traitement du biogaz (valorisation et destruction). L'exploitant enregistre le nombre d'heures de fonctionnement des installations, le débit de biogaz traité, la teneur en O2 mensuellement. La température est enregistrée en continu. La pression est mesurée annuellement par l'APAVE, mais n'est pas enregistrée. <b>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la mesure de la pression semestriellement. La pression mesurée par l'APAVE annuellement n'est pas enregistrée.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 37 : Biogaz**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 12.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Equipements de destruction du biogaz
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900°C pendant au moins 0,3 s. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température. La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CO : 150 mg/Nm<sup>3</sup>,</li> <li>- SO<sub>2</sub> (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Les émissions de SO<sub>2</sub>, CO, HCl et HF font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 6 novembre 2024, l'APAVE a procédé au contrôle de la qualité du biogaz rejeté par la torchère. L'ensemble des paramètres listés à l'article 12.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2025 a été analysé. Les concentrations mesurées en CO et SO<sub>2</sub> sont inférieures aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 12.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire précité.</p> <p>L'exploitant a précisé que la torchère fonctionne en continu. Le contrôle de la qualité du biogaz rejeté a été réalisé par l'APAVE le 18 août 2025. Le 16 septembre 2025, l'exploitant n'avait pas encore reçu le rapport établi par l'APAVE suite à ce contrôle.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 38 : Biogaz**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 12.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de détection et de réparation des fuites
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à toute autre méthode de détection.</p>
<b>Constats :</b>



L'exploitant ne dispose pas d'un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 39 : Clôture et végétation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  La clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues. Le maintien du bon état et du fonctionnement des ouvrages (clôture, accès, réseaux de dégazage, réseaux lixiviats et bassins) est semestriel. L'entretien général des casiers (tonte et vérification de l'état de la couverture) est réalisé semestriellement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le bon état et le fonctionnement des ouvrages du site étaient contrôlés en interne environ tous les trois mois. La société BOURGEOIS procède à l'entretien des digues deux fois par an, le dernier entretien des digues a été effectué mi-septembre 2025. L'entretien général des casiers hors digues est effectué en interne annuellement. <b>La fréquence d'entretien général des casiers (tonte) hors digues n'est pas réalisée semestriellement.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 40 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou à défaut aux bonnes pratiques.
<b>Constats :</b>  Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié les piézomètres PZ3 et PZ5. Ces deux ouvrages disposent d'un capot cadenassé. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 41 : Relevé topographique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/06/2025, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé
<b>Prescription contrôlée :</b>  A minima, une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le relevé topographique de l'ensemble du site établi en octobre 2024. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite